

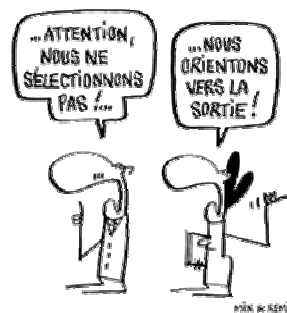
La LETTRE

de Former sans exclure

www.former-sans-exclure.org

N° 11 | 26 mai 2009

.....



Ecole genevoise : lever les yeux, préparer demain

Comité de Former sans exclure

.....

Un bon projet pour l'école genevoise ne sortira pas des urnes de sitôt. Quand ils ne s'affrontent pas de façon stérile, les partis politiques nouent des alliances de circonstance qui nous ramènent en arrière de quarante ans et préparent des lendemains qui déchantent. Une fois la « paix scolaire » passée, nous retrouverons les vrais problèmes, et – c'est à craindre – les vieux clivages revigorés. Il suffit pourtant de lever les yeux pour voir loin, et concevoir ensemble un projet qui nous fasse progresser enfin.

1 partout, balle au centre ?

Il y a trois ans, 75,7% des électeurs genevois désavouaient le Département de l'instruction publique en disant *oui* au retour des moyennes et du redoublement annuel à l'école primaire. Dimanche dernier, 74,5% ont plébiscité son projet de cycle d'orientation à trois sections, disant *non* au modèle à six filières des partisans de la mise en marge précoce des élèves faibles, jugés par eux « inenseignables ».

Trois quarts d'opposants, puis trois quarts de partisans : quel retournement de situation pour le ministre Charles Beer et son gouvernement ! Apparemment, les choses semblent jouées : le DIP reprend la direction des affaires, il convient d'enterrer la hache de guerre. Le score est de 1 partout ; la balle est au centre (?) ; les élections approchent : il faudrait taire les questions qui fâchent et les reprendre dans quarante ans, quand nous verrons, à long terme, les effets pédagogiques des votations.

Mais peut-on améliorer l'instruction publique par des décisions au coup par coup, en fonction des humeurs d'un électorat changeant, auquel on fait peur avec l'image d'une école en perdition, sans repères, sans notes, sans filières, dans le chaos de l'indiscipline et de la violence ? Certainement non. Pour repartir dans la bonne direction – retrouver le bon sens – il faut d'abord admettre que ce qui vient d'être entériné est inapproprié, puis que nous n'en sortirons pas tant que nous ne verrons midi qu'à notre clocher.

Un problème aggravé

Quel est le contenu du compromis actuel ? *Grosso modo*, on revient au système proposé par André Chavanne au début du cycle d'orientation, avec trois sections et la volonté affichée de permettre le passage de l'une à l'autre au moyen de structures d'appui qui restent à créer. Mais l'eau a coulé sous les ponts depuis lors : la société a changé, et les connaissances sur l'école ont beaucoup progressé.

Sélectionner à 15, 11 ou 7 ans ? Exclure les moins bons élèves de leur classe ? Les soutenir, au contraire, par l'intégration et la coopération ? Réduire les inégalités, progresser en tirant tout le monde et en permanence vers l'avant ? Nous rapprocher des pays à tronc commun, ceux qui sont partout et toujours les plus performants ? À lire la presse, il faudrait oublier ces controverses, au profit de l'apaisement : « peu importe le débat de fond ; le compromis est fragile, mais large et helvétique, donc il est bon... ».

Des partis réclament le retrait du seul texte progressiste sur le cycle : l'initiative 138 « S'organiser contre l'échec scolaire ». Même les députés qui partagent ses vues suggèrent que son comité se taise,

pour que les réformistes n'encaissent pas une nouvelle et vaine humiliation. On entend qu'il serait non seulement fair-play, mais aussi prudent, de ne pas insister : si l'initiative est gîlée, elle préparera, aux élections qui suivent, la fessée.

Mais que vaut un projet d'école aussi calculateur ? Le Département remercie la population et pense que « le vote historique du 17 mai [...] pourrait sortir le cycle de plus de 35 ans de division et de querelles sur son organisation et sa mission de formation et d'orientation ; il contribue largement à rétablir le climat de confiance indispensable entre la population et l'institution, comme au sein des établissements scolaires ». Efface-t-on « 35 ans de division et de querelles » en réinventant ce qui fut justement à l'origine des attermolements ? Rétablit-on un « climat de confiance » en ignorant totalement ce qui se fait dans les pays où l'école va de l'avant et bénéficie, pour cela, du soutien de la population ?

Le cycle à passerelles est conçu de manière à provoquer ce qu'il prétend éviter : comme l'a promis le DIP, il réduira mécaniquement le nombre des élèves promus ; il diminuera les attentes en orientant moins de jeunes vers la littérature et les sciences ; il dévalorisera les filières manuelles et techniques en réservant les technologies à la plus faible section ; il augmentera l'angoisse des parents en aggravant la sélection dès l'école primaire. Nous ne jouons pas les Cassandra : nous ne faisons que lire la loi et son exposé des motifs, qui affirment explicitement vouloir « resserrer les conditions d'accès au regroupement à exigences élevées dès la 7^e année pour remédier au défaut du cycle actuel qui admet trop d'élèves dans les sections ou regroupements à exigences élevées ».

Reléguer tôt pour orienter ensuite – et en théorie – vers le haut ; demander aux instituteurs de sélectionner à douze, onze ou dix ans pour que le système n'ait pas à le faire à quinze ans : c'est ce raisonnement paradoxal que l'on nous demande de ne plus discuter. Ce n'est pas comme cela que nous mettrons le savoir au centre de l'école et de la société.

La solution : lever les yeux

« Une paix, c'est tout ? » Nous avons déjà posé cette question au moment où les principaux partis ont scellé l'entente qui place désormais certains d'eux en porte-à-faux. Deux pas en avant ont eu lieu depuis :

1. Le peuple vient de s'opposer à ceux qui veulent « refaire l'école » aussi nettement qu'il avait d'abord semblé partager leurs convictions ; plus personne n'a le monopole de la *vox populi*, ce qui permet de revenir à un véritable échange d'arguments.

2. Les partis politiques ont montré qu'ils pouvaient transcender leurs clivages par souci du bien commun. Il leur reste à aider l'école à s'améliorer *réellement*, sans quoi le retour au calme ne sera qu'un faux-semblant, préparant à terme de nouvelles désillusions et – comme en matière d'environnement ou de crise financière – de plus douloureuses, car trop tardives, décisions.

Les enquêtes internationales montrent en effet que les résultats scolaires sont meilleurs lorsque la société a confiance en ses institutions. Mais est-ce la confiance qui produit la performance, ou, inversement, la qualité de l'enseignement et le recul de la sélection qui rassurent la population ? Peu importe où s'amorce la boucle, tant qu'elle tourne dans le bon sens et que l'école et la Cité s'orientent résolument et durablement vers le progrès collectif, le resserrement des écarts, l'intégration économique et sociale, plutôt que vers le tri anticipé d'enfants désignés, dès l'âge de quatre ans, « enseignables » ou « mal nés ».

Quels que soient les slogans plus ou moins sincères sur l'« égalité des chances », ils ne peuvent masquer cette cruelle évidence : avancer le moment de l'orientation favorise les riches et appauvrit les pauvres. Cela aggrave les inégalités, sans améliorer le niveau global des résultats. Quel révolutionnaire a dit cela ? C'est Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, au club de la presse, le 4 décembre 2007 à Tokyo. Lever les yeux, prendre PISA au sérieux, pourrait nous aider à voir loin et à préparer demain. De la Finlande à la Corée, de la Pologne au Japon, partout le même constat : « Plus tôt les élèves ont été regroupés dans des établissements ou des programmes à part, plus net est l'impact du milieu socio-

économique moyen dans l'établissement sur les résultats. Les établissements qui répartissent les élèves selon leurs aptitudes dans chaque discipline semblent obtenir des résultats scolaires moins élevés en moyenne. » (synthèse des résultats de PISA 2006).

Genève, Suisse ou espace romand, l'harmonisation en cours ne change rien à cette condition : **pas d'élévation du niveau des acquis sans une politique ambitieuse et concertée de déségrégation scolaire ; pas de soutien à cette politique sans dépassement des clivages partisans via un projet d'école publique visant l'intérêt collectif plutôt que la lutte de chacun contre chacun ; pas d'union des forces sans le constat partagé que, plus tôt l'on pratique la relégation, plus vite l'on réduit les attentes, les stimulations, l'envie d'apprendre, la motivation.**

Pour le débat, contre le laisser-aller

Tout indique que le contreprojet n'est pas la solution. Il fait partie du problème, nous ramène en arrière de deux générations, restaure trois filières hiérarchisées dès 12 ans. Drôle de façon d'aller de l'avant. Ce modèle a montré et montrera qu'il est inefficace, injuste et source de dévalorisation, de division sociale et d'affrontement. Les Valaisans viennent d'y renoncer. Le canton de Vaud est sur les rangs. Genève – pauvre Chavanne, pauvre Jean Piaget – est bientôt seule en tête de la réaction...

Sacrifier l'école pour calmer le Parlement, c'est prendre le risque de n'avoir, au final, ni la bonne instruction, ni la pacification. Comment améliorer l'éducation sans un projet bien pensé ? Et comment réunir les députés si les idées ne sont pas discutées ? Inutile de faire mine que tout est réglé parce que le pire serait maintenant évité. Parler de l'école, débattre des problèmes scolaires sans les dramatiser devrait être une habitude de tous les jours, pas une alternance de violents embrasements et de longues périodes de silence et de laisser-aller. Il est là, le renversement : assumer que le savoir progressera quand nous le partagerons, pas tant que nous le subordonnerons au souci opportuniste de nous rallier l'opinion.

Les initiatives de ceux qui veulent « refaire l'école » ont eu un effet que les historiens sauront, avec le recul, mesurer. Des partis ont d'abord soutenu leur action ; puis ils l'ont combattue dans un second temps. Ils demandent qu'on laisse tout en l'état maintenant, que l'on améliore l'école genevoise, mais avec les méthodes (et la formation des maîtres ? et les salaires ?) des années '60. C'est plus qu'une contradiction : un aveuglement volontaire qui durera d'autant plus longtemps que personne ne voudra, sous couvert de modération, le remettre en question. Nous refuserons toujours, pour notre part, ce genre de résignation.

La vérité est une chienne qui se relègue au chenil, et qu'on chasse à coups de fouet.
Shakespeare, le Roi Lear, 1606

.....

Pourquoi les maîtres ont appelé à voter le double NON le 17 mai

Association des Maîtres du cycle d'orientation de Budé
et Association des Maîtres et du personnel du CO de Bois-Caran

.....

Les deux projets soumis aux Genevois pour un nouveau cycle d'orientation vont dans le sens de créer des ghettos pour les élèves qui connaissent des difficultés scolaires. Sous le couvert d'un slogan qui veut que l'on propose un cycle qui oriente se cachent une diminution des effectifs d'encadrements, une sélection dès l'école primaire qui fragiliserait encore plus l'élève, et pour finir un cycle à 2 vitesses qui verrait d'un côté les "bons" élèves (celles et ceux qui ont un avenir garanti) et d'un autre côté, les élèves "orientables" (les élèves moins scolaires, pour lesquels l'initiative n'offre que le redoublement comme mesure de soutien et le contre-projet ne propose que des classes passerelles, dont la mise en œuvre nous apparaît pour le moins aléatoire).

Nous nous battons pour la défense du système hétérogène qui a démontré depuis plus de trente ans ses qualités. Nous continuons à lutter, comme le veut l'article 4 de la loi sur l'instruction publique, pour «tendre à corriger les inégalités de chance de réussite scolaire des élèves.» C'est exactement à l'opposé de l'initiative et du contre-projet sélectifs proposés en votation le 17 mai. L'enquête PISA, sur les systèmes d'éducation du monde entier, a révélé qu'une sélection trop précoce des élèves augmentait les inégalités sociales face aux études et entraînait des résultats scolaires moins bons. La sélection précoce est donc totalement inefficace et inégalitaire !

Avec le système hétérogène, l'orientation ne dépend plus d'un-e seul-e enseignant-e de l'école primaire et des notes de fin de 6e primaire, mais se fait progressivement lors du passage de 7e en 8e, puis de 8e en 9e. Les élèves sont classés en niveaux dès la 8e année dans certaines branches.

Le cycle d'orientation hétérogène a pour côté positif que les élèves en difficulté sont encouragés par ceux qui ont plus de facilité. Des approfondissements pédagogiques sont proposés aux élèves plus scolaires. Cette mixité est stimulante pour tous et favorise une plus grande solidarité. De plus, toutes les études prouvent que les bons élèves des classes hétérogènes atteignent un niveau scolaire au moins équivalent à celui des meilleurs élèves des cycles actuels à sections.

A l'heure de l'harmonisation de la scolarité romande, nous constatons que le canton du Valais vient de généraliser les classes hétérogènes à tous les cycles d'orientation du canton, et que la Conseillère d'Etat en charge du Département de la formation du canton de Vaud est, elle aussi, favorable à ce système. Notre canton ferait donc cavalier seul s'il continuait à choisir une sélection trop précoce avec des sections.

L'encadrement et l'investissement des enseignants dans un système comme le nôtre est renforcé par la motivation de voir qu'il est possible d'amener la majorité des élèves aux acquis nécessaires pour la suite de leur formation. En revanche, cela pourrait être amélioré en fournissant plus de moyens à l'école afin d'avoir un meilleur encadrement et plus de soutien pour les élèves en difficulté.

La vraie réponse pour le CO viendra donc le 27 septembre avec l'initiative 138 de la Coordination Enseignement.

.....

Agenda

**Assemblée générale
et Conférence-débat**
de Former sans exclure

Agir localement, penser globalement :

Quel destin pour l'école unique, à Genève et ailleurs ?

- Maintien ou retrait de l'initiative « S'organiser contre l'échec scolaire »
- Etat de la question ailleurs en Suisse, en Europe, dans le monde
- Stratégies de changement à court et long terme

Discussion lancée par :

Bilal Ramadan, Coordination Enseignement
& Marcel Crahay, Université de Genève

Jeudi 11 juin 2009, 20h00-22h30

Maison des Associations, 15 rue des Savoises

Ordre du jour : Lecture, discussion et adoption des rapports : Président. Trésorière. Vérificateurs. - Déclaration d'intention du comité : objectifs et moyens d'action. - 5. Elections : Comité. Président. Trésorière. Vérificateurs. - Vote : montant de la cotisation. - Communications et divers. Dès 20h30-21h00 : Conférence-débat.

.....

Ressources

Nouveautés disponibles sur www.former-sans-exclure.org

- L'école japonaise, sans stéréotype (Cahiers pédagogiques, 2009)
- L'enseignement compréhensif en Asie de l'Est
- Site Pour l'abolition de la note scolaire

.....

Bon à savoir...

Relever le défi – contre la néandertalisation de la formation, par le Comité directeur des Jeunesses socialistes suisses, octobre 2008 (extraits)

« 1. Les systèmes d'évaluation par notes sont supprimés à l'école obligatoire, au gymnase et dans les écoles professionnelles. Ils sont remplacés par des évaluations qualitatives. (...) 5. La possibilité de redoubler une classe est abolie – à la place, les élèves sont placé-e-s, pour toutes les branches, dans des groupes correspondant à leur niveau avec des plans d'apprentissage adaptés. Les classes avec groupes différents par niveaux sont maintenues. (...) 6. La séparation en deux ou trois niveaux dans le secondaire I est abolie dans toute la Suisse. Tous les niveaux sont regroupés en un seul et l'enseignement est assuré par les mêmes personnes. (...) 7. Les élèves handicapé-e-s sont intégré-e-s dans des classes normales. Les écoles se dotent de matériel d'enseignement pour les élèves atteint-e-s de handicaps mentaux. (...) »

Le texte complet :

<http://www.juso.ch/images/stories/allgemein/wider%20die%20neandertalisierungfrbg.pdf>

...

Organisation et politique de l'école finlandaise, sur le site de l'Ecole démocratique (Belgique), juillet 2008

« Jusque dans les années 60 les jeunes finlandais n'avaient pas tous la possibilité de suivre un enseignement secondaire, l'enseignement n'étant pas encore organisé partout dans ce pays immense, à faible démographie et relativement pauvre. Mais l'égalité des chances étant alors une priorité politique, des réformes ont permis à l'enseignement de s'organiser et d'évoluer très rapidement. (...) L'enseignement actuel découle directement de cette politique volontariste des années 70. Il existait alors des écoles semi-privées et des écoles publiques, elles furent fondues en un seul réseau public, les écoles semi-privées ayant 7 ans pour se conformer aux normes des écoles publiques au risque d'être tout simplement fermées. (...) Le premier avis qui fut entendu sur la réforme, lorsqu'elle a été lancée dans les années 70, était que le niveau allait baisser, or les plus faibles ont été entraînés par les autres et les plus faibles de Finlande sont encore très forts par rapport à la moyenne européenne car tous les élèves à tous les niveaux ont au moins un niveau minimum acceptable.

Grands principes :

- Egalité d'accès - pas de sélection : toutes les écoles offrent la même qualité pédagogique et les mêmes équipements (les écoles de campagne sont éventuellement mieux équipées encore).
- Pas de choix d'école jusqu'à 16 ans : c'est l'école du quartier d'office (mais toutes les écoles se valent). Choix possible après 16 ans.

- Gratuité intégrale – école publique : scolarité, fournitures, matériel, instruments de musique, bibliothèques bien fournies, écran de taille moyenne, ordi, repas, transports, sorties de classes, voyages d'études, remédiation, logopédie, psychologue...
- Tronc commun – pas de filière jusqu'à 16 ans (sauf un choix entre une troisième langue étrangère ou plus de maths).
- Apprentissage précoce des langues.
- Pas de notation avant 13 ans et pas de redoublement (car c'est pire et coûteux).
- Toutes les matières doivent être réussies.
- Remédiation précoce : tous les professeurs sont formés au repérage des difficultés (même avant l'âge de 6 ans), et à la remédiation ; si la tâche est trop importante, il peut faire appel au professeur 'ultra-spécialisé' dans la remédiation, celui-ci est disponible dans chaque école pour des cours particuliers.
- Equipes pédagogiques soutenues (formation continue).
- En classe on parle, on explique, on comprend ; c'est à la maison qu'on écrit.
- Peu de travaux extra-scolaires et les instructions pour le travail à domicile et la motivation pour celui-ci sont travaillés en classe (pistes, exemples...). »

>> Le texte intégral sur le site de l'APED : <http://www.ecoledemocratique.org/spip.php?article478>

...

Éléments d'évaluation de l'école primaire française, par Bruno Suchaut et l'IREDU, 2007

« L'élément central qui découle des analyses et réflexions contenues dans notre rapport est sans aucun doute l'incapacité de notre école primaire à transformer efficacement les ressources en résultats. Les causes de ce dysfonctionnement sont probablement à rechercher du côté des mécanismes associés à la gestion pédagogique, au pilotage et à l'évaluation de notre système éducatif.

La politique des cycles à l'école primaire est sans aucun doute un exemple illustratif d'une certaine faiblesse de notre institution scolaire dans ce domaine. Cette réforme constituait pourtant un cadre législatif pertinent et adapté à la prise en compte de la diversité des élèves et une solution à la gestion de l'hétérogénéité des parcours scolaires. Les causes de l'échec partiel de la mise en place effective des cycles sont vraisemblablement le fait de l'insuffisance de mesures d'accompagnement et d'un manque de continuité dans la réalisation de cette réforme au fil des années. Dans un même temps, certaines pratiques restent persistantes alors que l'on connaît leur inefficacité ; le recours au redoublement en est une illustration caractéristique.

De nombreuses mesures ou dispositifs ont été initiés à différents échelons (national ou local) pour lutter contre l'échec scolaire sans que ces actions ne produisent de réels effets sur les élèves. Les recherches ont clairement mis en évidence le désavantage associé à des dispositifs qui écartent, même temporairement, les élèves en difficulté du contexte habituel de la classe.

Les pratiques pédagogiques des enseignants sont par nature très variées, mais cette variété se doit d'être régulée pour ne pas donner lieu à des dérives. Le centrage sur les apprentissages fondamentaux, dès le début de l'école élémentaire, apparaît comme une vraie priorité par le recours à des activités systématiques et structurantes. »

>> Le texte intégral : http://www.hce.education.fr/gallery_files/site/21/42.pdf

...

Barack Obama, Dreams from my Father, 1995

« The more I learned about the [Chicago] school system, the more convinced I became that school reform was the only possible solution for the plight of the young men I saw on the street ; that without stable families, with no prospects for blue-collar work that could support a family of their own, education was their last best hope. »

« Plus j'ai découvert le système scolaire de Chicago, plus j'ai été convaincu que la réforme scolaire était la seule solution pour les jeunes hommes que je voyais dans la rue ; qu'en l'absence de familles stables, sans perspective de travail en col bleu leur permettant d'entretenir leur propre famille, l'éducation était leur dernier espoir. »



...

On ne prête qu'aux riches : L'inégalité des chances devant le système de formation en Suisse, par Thomas Meyer, Rapport social suisse 2008

« Le fondement et la condition sine qua non d'une acquisition permanente des connaissances est et reste une solide formation de base. Sans elle, c'est non seulement la capacité de perfectionnement et d'insertion sur le marché du travail qui est mise en question mais tout bonnement la participation à la vie sociale elle-même.

Les résultats de recherche (...) mettent en évidence, premièrement, que le système d'enseignement suisse est l'un de ceux qui génèrent le plus d'inégalités, deuxièmement, qu'il lèse systématiquement le principe de compétence et, troisièmement, qu'il renforce l'influence de l'origine sociale sur la réussite scolaire.

Ces inégalités sont encore accentuées par le fait que l'offre de formation en Suisse est de fait rationnée à la sortie du degré secondaire I, ce qui implique, pour les plus faibles parmi les demandeurs de formation, une compétition impitoyable pour éviter l'éviction des rares places de formation disponibles. Un développement et une répartition plus équitable de l'offre ainsi qu'une suppression des mécanismes de sélection au niveau de la scolarité obligatoire pourraient accroître l'égalité des chances devant l'école en Suisse – tel est le bilan qu'établit l'auteur. »

...

Les sections selon PISA : plus d'inégalités, moins d'efficacité par Ch. Monseur et M. Crahay, Revue française de pédagogie, 2008

« [Les] analyses secondaires des bases de données PISA 2000, 2003 et 2006 permettent d'aboutir à plusieurs constats qui devraient interpeller certains responsables des politiques éducatives.

Précisément, plus un pays recourt au regroupement homogène des élèves [dans des sections] :

- plus l'écart de performance qui sépare les élèves faibles et les élèves forts sera élevé ;
- plus l'écart de performance qui sépare les élèves défavorisés et les élèves favorisés sera élevé ;
- plus la corrélation entre origine sociale et performance sera élevée ;
- plus la performance moyenne en lecture sera faible (...). »

...

Loin des préjugés : le Japon et la Corée sans redoublement ni sections, tiré de Green, A. (2008) Le modèle de l'école unique, Revue française de pédagogie.

« Le Japon est connu depuis longtemps pour être un des pays les plus égalitaires en matière d'éducation. (...) Le caractère hétérogène de la composition des classes durant toute la durée de l'enseignement obligatoire et le passage automatique dans la classe supérieure ont contribué à l'uniformité de l'expérience scolaire et des standards pour chaque classe d'âge.

(...) Non seulement a-t-on encouragé traditionnellement les petits japonais à croire qu'ils peuvent tous réussir s'ils s'appliquent suffisamment, mais on les a également encouragés à s'entraider ; de sorte qu'il est fréquent que les plus rapides aident les plus lents dans les travaux de groupe, lesquels sont évalués en conséquence, en termes de performance collective plutôt qu'individuelle.

[Japon, Corée du Sud, Taiwan] : Les trois pays développèrent des systèmes éducatifs 6-3-3 (école, collège, lycée) d'après le modèle américain. Ils adoptèrent également, dans le secteur public, un système compréhensif d'établissements locaux sans filières pour le premier cycle du secondaire. (...) Sans doute ces caractéristiques partagées permettent-elles d'expliquer que ces trois pays sont semblablement égalitaires en matière d'éducation. »

> Extrait complet : www.manifeste2005.org/ress-asie.pdf

> L'école japonaise, sans stéréotype : www.cahiers-pedagogiques.com/article.php3?id_article=4302

.....

« Toute personne a droit à l'éducation. » | Déclaration universelle des droits de l'homme, article 26 (1948).

« Une idée fausse, mais claire et précise, aura toujours plus de puissance dans le monde qu'une idée vraie mais complexe. » | Alexis de Tocqueville, 1835

.....

www.former-sans-exclure.org | manifeste2005@bluewin.ch

...

Merci de faire suivre cette lettre à toute personne qu'elle pourrait intéresser.